

**Fissures n° 007**  
Avril 2007

**LA SECURITE, BASE DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
AU NORD KIVU :  
QUELLES STRATEGIES METTRE EN PLACE ?**

Goma  
Avril 2007

## Table des matières

<b>Préface</b> .....	<b>3</b>
<b>Etat des lieux</b> .....	<b>5</b>
<i>Il y a insécurité et insécurité</i> .....	5
<i>Vaincre la peur</i> .....	5
<i>Déterminer les rôles et les responsabilités</i> .....	6
<i>Les FDLR et les Interahamwe, jusqu'à quand ?</i> .....	7
<i>Exclusion et insécurité</i> .....	9
<i>Insécurité, information et médias</i> .....	10
<b>Peut-on s'en sortir ?</b> .....	<b>12</b>
Identifier et nommer les « facteurs insécuritogènes ».....	12
<i>Les facteurs politiques</i> .....	13
<i>Les facteurs culturels</i> .....	14
<i>Les facteurs économiques</i> .....	15
Imaginer des pistes de solution.....	15
<i>Au niveau politique</i> .....	15
<i>Au niveau culturel</i> .....	16
<i>Au niveau économique</i> .....	16
<b>Conclusion</b> .....	<b>17</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>19</b>
<i>La sécurité, clé de toute réussite</i> .....	19
<i>Insécurité au Nord Kivu : entre fausses certitudes et vrais défis</i> .....	21
<i>La sécurité, base du décollage économique et du développement au Nord Kivu</i> .....	31
<i>L'armée, fille aînée de la Nation</i> .....	35
<i>Liste des participants</i> .....	39

## Préface

Depuis le mois de décembre 2006, Pole Institute a initié un travail de réflexion autour des enjeux majeurs de la province du Nord Kivu, en cette période où des opportunités réelles de dialogue citoyen sont ouvertes pour que chacun apporte une pierre à l'édification d'une paix durable, afin que nous nous engagions résolument sur la voie de la reconstruction de cette province et de l'émergence d'une gouvernance au service des citoyens.

Ce travail de réflexion, Pole Institute a choisi de le faire en partenariat avec un groupe d'acteurs significatifs et diversifiés de cette province, qui se sont mobilisés pour analyser les problèmes du moment, en vue d'y apporter des pistes de solutions et de mener un lobbying en faveur des populations locales.

La réflexion en cours porte sur la lourde **problématique de la sécurité au Nord Kivu**. Pour l'aborder, des personnalités ont été choisies pour leur capacité d'analyse, leur influence sur les communautés, leur engagement en faveur de la paix ou tout simplement leur implication sur le terrain sécuritaire du fait de leur travail de tous les jours. Ainsi, nous travaillons avec le cabinet du gouverneur de la province du Nord Kivu, le bureau de l'Assemblée provinciale et les élus provinciaux, les ministres provinciaux, le commandement de la 8<sup>ème</sup> Région militaire, la Police nationale congolaise, les services de sécurité et de renseignement, les notables, les acteurs de la société civile et d'autres chercheurs.

Le groupe de réflexion reste un espace ouvert, qui accueille toutes les ressources humaines susceptibles de le faire avancer en fonction de la problématique abordée. Il se définit volontiers comme un espace d'échanges qui tire sa légitimité de la seule qualité de son travail ; il compte ainsi apporter sa pierre à l'édification de la province du Nord Kivu en alimentant les autres espaces de réflexion et de décision avec lesquels il entretient des relations de complémentarité et de collaboration.

Les résultats de l'atelier « fondateur » de cette dynamique, tenu le 8 décembre 2006 autour du thème « **Dialogue intercommunautaire au Nord Kivu : briser le mythe de Sisyphe** » ont été publiés dans *Fissures* n°006. Dans ce n°007 nous reprenons les grandes idées qui ont jailli des journées du 20 mars et du 21 avril 2007 organisées à Goma, avec, en annexe, les textes qui ont servi de base de discussions de la première journée ainsi que l'interview que Prosper Hamuli a réalisée avec Mgr Patient Kanyamachumbi pour le compte de l'émission radio de Pole Institute, « Echos de Goma et d'ailleurs, fissures » à l'issue de la deuxième journée.

La sécurité dans notre province du Nord Kivu requiert les efforts de tous, individus et communautés ethniques. Elle requiert également une gouvernance plus responsable, dans laquelle tout le monde se reconnaît, au niveau national, sans quoi les efforts locaux seraient annihilés par les forces centripètes qui agissent avec une consternante facilité à partir de la capitale.

Plus qu'un sujet de débat, la sécurité est un défi de tous les jours, et pour tout le monde. Au lieu de l'aborder en ordre dispersé, il est temps de nous serrer les coudes pour l'affronter.

**Pour Pole Institute,**  
*Onesphore Sematumba*

## **I. Etat des lieux**

### **1. Il y a insécurité et insécurité**

Au Nord Kivu, l'insécurité ne se définit pas, elle est vécue au quotidien et partout. Elle est dans les ruelles non éclairées et dans les maisons en ville, elle est sur les routes, elle est dans les campagnes. Elle va du vol d'un téléphone au meurtre, en passant par des formes intermédiaires. Elle est le fait des militaires, des policiers, des civils, des bandes armées étrangères et nationales. Toute la communauté provinciale est impliquée dans cette problématique parfois comme « acteur », souvent comme « victime ». Des statistiques –contradictoires– sont avancées, des milieux sont désormais réputés pour leur caractère meurtrier.

Cependant, l'on ne peut mettre l'insécurité sous toutes ses formes dans un même panier pour ne pas échapper à l'exercice consistant à établir les responsabilités. Il est ainsi important de différencier l'insécurité due à la délinquance normale telle qu'elle se vit dans toutes les villes du monde de celle générée par la faillite des pouvoirs publics commis à la sécurisation des citoyens. Cette deuxième catégorie est caractéristique d'un système où l'Etat est en faillite, où les services ont arrêté de fonctionner ou, quand ils fonctionnent, le font de manière perverse. Et cette perversité atteint son sommet lorsque les services de sécurité se transforment en services d'insécurité. Cela est en train de se vivre, hélas, dans certains coins de la province. Face à un tel retournement des valeurs, une question se pose : que faire ?

### **2. Vaincre la peur**

Les questions liées à la sécurité ont été, depuis longtemps, considérées comme taboues. Déjà à l'époque coloniale, la Force Publique a été pensée et utilisée pour faire peur aux populations, au grand bénéfice des colonisateurs. Les dictatures successives qui ont régi le pays se sont également servies des agents de sécurité pour perpétuer cette culture de la peur qui paralysait toute initiative, toute réflexion des populations autour de la sécurité. En cette période où le pays est sur la voie de la démocratisation, comment accompagner les populations mais aussi les dirigeants élus vers une relation plus empreinte de confiance et de respect mutuel ?

En effet, c'est seulement quand les dirigeants et les citoyens auront aménagé des voies de dialogue autour de cette difficile question de la sécurité qu'ils pourront l'analyser. Analyser, c'est rechercher le pourquoi de cette situation, ou

mieux, « les pourquoi ». Pourquoi cette insécurité au Nord Kivu ? Y a-t-il des causes spécifiques à cette province ? Y a-t-il des causes lointaines sur lesquelles germe l'insécurité actuelle ? Pourquoi certaines localités sont-elles plus insécurisées que d'autres ?

### 3. Déterminer les rôles et les responsabilités

Dans ce contexte difficile d'insécurité, les rôles et les statuts des uns et des autres sont tellement flous qu'on ne sait pas exactement qui fait quoi, ou qui aurait dû faire quoi. La tendance générale, du côté des populations civiles, consiste à céder toutes les responsabilités à des tiers, c'est-à-dire les forces armées nationales ou étrangères, la police, etc. La police nationale, à son tour, se plaint que d'autres services s'immiscent sur son terrain et entravent du coup son bon fonctionnement. L'armée, quant à elle, se demande pourquoi l'ANR ne fait pas le monitoring correctement, notamment quant au bilan des actes d'insécurité.

Il est évident que le rôle de la sécurisation des espaces de la province revient essentiellement aux FARDC et à la PNC. Mais les deux corps souffrent des mêmes maux.

En amont, le recrutement ne se fait pas selon des critères d'efficacité ; ce sont les éléments les plus « difficiles » qui se font enrôler dans ces services. Et avec les guerres successives dans notre pays, ces services sont devenus trop hétérogènes pour qu'on parle véritablement de corps. La police est composée des éléments ex-gendarmes, ex-gardes civils, ex-FAZ, ex-miliciens et ex-civils, tous rassemblés sans qu'une sérieuse formation idéologique et professionnelle ne leur soit dispensée. De même, l'armée est un mélange des ressortissants des armées des ex-composantes et entités, passés ou non par le brassage.

Le brassage, pensé comme la voie autorisée pour la formation d'une armée intégrée, n'a malheureusement pas donné les résultats attendus. Les conditions dans les centres sont infra-humaines : rations insuffisantes, conditions sanitaires très mauvaises, promiscuité... Tous ces maux détruisent les militaires plus qu'ils n'édifient leur personnalité. Plutôt que de continuer à exalter le brassage, il est impérieux de mettre en place un vrai système de formation de notre armée. L'ex-représentant spécial de l'UE dans la Région des Grands Lacs, Aldo Ajello, ne reconnaît-il pas l'inefficacité du brassage ? : *« Le brassage, c'était une gentille opération dont le but était de réunir différentes factions afin d'éviter qu'elles ne*

*se tirent dessus. Mais nous n'avons pas encore formé de brigades réellement intégrées* »<sup>1</sup>, déclare-t-il à *Jeune Afrique*.

En aval, l'armée (comme la police) n'est pas suffisamment outillée pour faire face aux défis qui l'attendent :

*« L'armée, c'est un problème pathologique. Elle n'est ni nourrie, ni payée, ni entraînée, ni disciplinée. Elle vit sur le dos de la population civile et représente un facteur important de déstabilisation »* <sup>2</sup> Le spectacle que les militaires offrent à la sortie des centres de brassage est désolant. Accompagnés de leurs « dépendants », ainsi qu'on appelle les femmes, les enfants, les cousins et autres parents qui les accompagnent dans leurs pérégrinations, à bord de camions des particuliers ou à pied, comment peut-on attendre d'eux quelque performance ?

En marge de tout cela, l'on déplore une certaine privatisation des services de la police nationale, au point que certains n'hésitent pas à parler de mercenariat. En effet, chaque soir, des policiers sont déployés dans les enclos des commerçants et autres riches de la ville de Goma, où ils assurent la sécurité moyennant une rétribution remise aux officiers ; le reste de la ville est du coup dégarni. Faut-il envisager l'option d'une police provinciale qui serait à la fois plus proche des citoyens et plus soucieuse du bien-être de tous ?

Enfin, la réunification des armées ex-belligérantes a occasionné une prolifération d'officiers supérieurs, étant donné que chaque entité en a créé, que toutes les autres devaient reconnaître. Notre armée, tout comme notre police, comptent tellement de généraux, de colonels, de majors... que l'on se demande à quoi ils peuvent bien servir, surtout lorsqu'on voit les résultats des hommes de troupe sur le terrain sécuritaire.

#### **4. Les FDLR et Interahamwe, jusqu'à quand ?**

Les FDLR et Interahamwe rwandais constituent une épine dans le pied de la sécurité au Nord Kivu. Depuis qu'ils ont investi l'Est de la RDC après la déroute de l'armée rwandaise en 1994, ils ont été actifs dans tous les conflits en RDC, depuis les conflits interethniques dans le Masisi et à Rutshuru, jusqu'à la dernière guerre ayant opposé le gouvernement de Kinshasa à plusieurs rébellions, chaque partie ayant entraîné son lot d'alliés dans la bagarre. A l'état actuel des choses, il est difficile d'évaluer les conséquences de cette diversité d'alliances pour le pays enfin réunifié.

---

<sup>1</sup> Jeune Afrique n°2410 du 18 au 24 mars 2007, p.91.

<sup>2</sup> Ibid.

Cependant, l'on peut déjà constater la gêne que le pouvoir actuel – prolongement de la composante ex-gouvernement- éprouve dans le traitement de la question FDLR- Interahamwe. En effet, ces derniers ayant servi de fer de lance à un pouvoir dont l'armée était sous la menace des rebelles, peut-on attendre du même pouvoir qu'il traque ses alliés d'hier ? De même, dans un contexte général de flottement au niveau des commandements militaires, les FDLR et autres groupes armés étrangers constituent un véritable fonds de commerce pour certains officiers de l'armée régulière qui prétextent les opérations de traque pour s'enrichir.

D'autre part, les FDLR occupent d'importants espaces du territoire, au point qu'en certains endroits, ils font office d'administration civile et militaire ; des populations entières se trouvent, du coup, prises en otage. Comment libérer ces populations prises dans le piège d'une cohabitation de fait souvent interprétée comme une collaboration, et les intégrer dans le circuit normal de gouvernance ?

Les FARDC, parfois en collaboration avec la MONUC, ont initié des attaques, dont les résultats ont été d'éparpiller leurs adversaires, avant de les voir revenir mieux organisés. Les opérations menées actuellement dans le Rutshuru par la brigade mixée « Bravo » déclenchent déjà un tollé à cause des victimes civiles qu'elles font, sans que rien ne garantisse un éventuel anéantissement de ces forces aguerries et qui maîtrisent parfaitement le terrain. Ici se posent deux questions fondamentales. La première concerne la capacité opérationnelle de l'armée congolaise à traquer ces forces sur le terrain. La seconde, c'est l'impact des opérations de traque sur les populations civiles dont les villages sont parfois incendiés, entraînant des déplacements massifs des paysans sans qu'aucune mesure d'encadrement n'ait été envisagée ni en amont ni en aval par l'autorité politique.

Et la communauté internationale dans tout ça ?

Pourquoi épargne-t-on tellement, pourquoi passe-t-on si allègrement au-dessus de la responsabilité de la communauté internationale dans la présence des FDLR en RDC ? Ailleurs, dans d'autres pays, les choses se passent autrement. Lorsque des personnes en insécurité dans notre pays traversent la frontière pour s'abriter à l'étranger, elles sont traitées comme des "réfugiés". Quand les Rwandais ont traversé la frontière, ils n'étaient pas des FDLR à l'époque. Il y avait parmi eux un certain nombre de criminels, surtout de l'armée déchuée, mais d'autres étaient des gens qui avaient fui pour sauver leur vie. La façon plus que légère avec laquelle on a traité l'entrée de ces gens- là dans notre pays

- en laissant seulement faire, en les lâchant dans la nature – cette négligence interpelle les responsables. Si nous cherchons des solutions, il faudrait insister sur cette façon dont la Communauté internationale a traité ce dossier à l'entrée de tout un peuple sur notre territoire.

Une autre dimension, rarement évoquée lorsqu'on analyse ce problème, c'est l'implication des FDLR-Interahamwe dans le circuit économique de la province. Ils sont cités dans l'exploitation et la commercialisation des produits miniers, dans le petit commerce et les services (taxis motos), profitant d'un environnement naturel plus généreux et d'un environnement économique moins contraignant que dans leur pays d'origine. Mais en même temps ils réduisent les populations locales à une exploitation proche du servage. Peut-on attendre qu'ils renoncent à toutes ces facilités sans contrepartie ?

Mais alors, maintenant qu'il apparaît de plus en plus clairement que la solution militaire ne peut être payante tant que la RDC n'aura pas résolu le problème de sa propre armée, faut-il négocier ? Ici, une autre question, d'ordre moral, se pose : est-il moralement acceptable de négocier avec des groupes accusés du pire des crimes, le génocide, quand on sait que dans l'Histoire de tels cas ont été soumis à une traque implacable ? Une certaine opinion penche, pourtant, pour une solution diplomatique régionale de ce problème, étant donné que le cas des FDLR- Interahamwe devrait être dissocié de celui des réfugiés civils qui vivent avec eux.

Quoi qu'il en soit, « notre pays ne restera pas une jungle éternelle », et une voie doit être trouvée pour qu'aucune partie de la province du Nord Kivu ne soit une zone de non-droit. Et cela passe par une réponse définitive à la question de la présence des FDLR- Interahamwe à l'Est de la RDC. Cette réponse exige l'analyse de ce phénomène dans toute sa complexité et sous toutes ses dimensions (politique, culturelle, économique) et sous toutes ses implications (locale, nationale, régionale, internationale).

## **5. Exclusion et insécurité**

L'exclusion et l'intolérance sont parmi les facteurs « culturels » à la base de l'insécurité au Nord Kivu, où certaines personnes ou certaines communautés sont réputées étrangères du seul fait de leur morphologie ou de la langue qu'elles parlent. Ces personnes ou ces communautés exclues se replient sur elles-mêmes, s'organisent pour ne pas sombrer comme communautés et pour ne pas disparaître comme membres de la grande communauté congolaise. Et

cette organisation « en marge » constitue à la longue un facteur d'insécurité pour ceux qui les ont exclues tout comme pour les exclus eux-mêmes.

Comment peut-on, par exemple, parler de stabilité à l'intérieur de la province du Nord Kivu alors que des milliers de ses ressortissants croupissent dans les camps de réfugiés au Rwanda ? Comment impulser une volonté politique réelle au niveau provincial pour trouver une solution définitive à ce problème d'exclusion ? Leur cas avait été au centre des négociations entre les insurgés et les FARDC pour mettre un terme à la guerre de Sake, mais le mixage semble avoir occulté la question des réfugiés Tutsi congolais. La prise en charge financière du processus de rapatriement des réfugiés étant assurée par la Communauté internationale (HCR), quels leviers activer pour que les pays concernés posent les actes politiques nécessaires en vue du rapatriement de ces compatriotes ?

## **6. Insécurité, information et médias**

Si la sécurité ne doit pas rester un sujet tabou pour des populations appelées à assumer entièrement leur statut de citoyens responsables, les canaux de communication traditionnels doivent prendre les devants pour sortir de la désinformation et de la langue de bois. Les médias ont un important rôle à jouer dans le secteur de la sécurité, en fournissant l'effort nécessaire pour accéder aux données et non pas répercuter les statistiques et les données « officielles ». Ce rôle des médias, on l'attend dans l'identification des auteurs d'actes d'insécurité et des victimes de ces actes.

Encore faut-il que ces femmes et ces hommes des médias disposent du minimum nécessaire pour s'acquitter correctement de leur tâche !

L'information doit être également au centre de tout le travail des dirigeants, surtout si ce sont des élus. De façon régulière, surtout s'agissant des questions sécuritaires, les populations, supposées en être les principales bénéficiaires, devraient avoir la bonne information auprès des dirigeants. Informer, c'est aussi une façon de bâtir la confiance et de couper court aux rumeurs. La façon dont l'information a circulé autour du processus du mixage et les interprétations qui ont été faites dans tous les sens devraient servir de leçon à l'avenir.

Cependant, la volonté de rassurer et d'informer ne doit pas faire oublier aux élus et autres dirigeants la nécessité de faire une analyse exacte du contexte avant de promettre des résultats. Le problème est difficile, la sécurité est complexe. Par exemple, lorsqu'on promet « la sécurité dans les 100 jours », de

quel aspect de l'insécurité parle-t-on ? Des coups de feu qui, à Goma, déchirent les nuits sans électricité ou bien du règne des FDLR dans le Walikale ?

## **II. Peut-on s'en sortir ?**

L'insécurité au Nord Kivu est consécutive au dysfonctionnement des pouvoirs publics ; la sécurité dépendra donc essentiellement de la réaction ou mieux, du sursaut que les institutions issues des urnes vont avoir dans un contexte politique que nous espérons tous différent tant par les acteurs que par les pratiques.

Les nouvelles autorités provinciales placent ce problème au centre de leurs préoccupations ; comment les accompagner pour qu'elles « gouvernent autrement », en s'impliquant dans une politique de partenariat social entre le pouvoir et le citoyen ? Comment, après toutes ces années de peur, réconcilier pouvoir civil, pouvoir armé et civils, dans une relation de confiance, pour édifier un Nord Kivu apaisé ? Quelles actions réalistes allons-nous poser au niveau local, au niveau national, au niveau régional et au niveau international, chacun selon ses capacités, pour sortir cette province et notre pays de l'ornière ?

Les réponses à toutes ces questions ne sont pas évidentes, dans la mesure où la construction de la sécurité est un processus quotidien, mais qui s'inscrit dans la durée. Cependant, un premier effort consisterait à identifier les facteurs à la base de l'insécurité (facteurs « insécuritogènes ») avant d'envisager des pistes de solution. La dernière étape, qui concerne tout le monde, du gouverneur au simple citoyen, en passant par les services spécialisés (armée, police, etc.) relève de la création : il s'agit d'inventer des actions susceptibles de réduire l'insécurité.

### **1. Identifier et nommer les « facteurs insécuritogènes ».**

Cet exercice d'identification des facteurs insécuritogènes en province du Nord Kivu est plus ardu qu'il n'y paraît à première vue. Le rapport que vient de sortir la Commission parlementaire provinciale à ce sujet l'illustre assez bien. Face à la dégradation de la sécurité dans la quasi totalité des groupements de la province, et surtout après le massacre des civils en territoire de Rutshuru au mois de mars 2007, le Parlement provincial a constitué une commission « ayant pour missions spécifiques de :

- Inventorier les cas et faits d'insécurité dans toute la Province du Nord Kivu depuis le mois de janvier 2007 ;
- D'en déterminer les causes et si possible les auteurs et les conséquences plausibles sur le processus de démocratisation, de pacification et de tolérance ethnique dans la Province du Nord Kivu ;

- De proposer des pistes de solution à court ou à moyen terme pour mettre fin à cette insécurité. »

Le rapport est sorti le 31 mars 2007, mais il n'est pas encore publié, alors qu'il circule déjà sur Internet. Ses conclusions semblent diviser les députés eux-mêmes et pourraient diviser davantage les communautés ethniques de la Province entre « accusateurs » et « accusés ». Le mystère dont on l'entoure et le refus d'en assumer la paternité de la part de ses auteurs sont justement caractéristiques du mythe et de la peur inhérents à ce domaine de la sécurité, alors que la mise à l'index d'un processus, le mixage, au lieu de nommer les criminels, relève de cette habitude globalisante des « analyses » en cette matière. Cependant, ce rapport a le mérite d'exister, et c'est un réflexe encourageant de la part de nos élus d'avoir voulu attaquer à chaud un défi aussi difficile.

Plusieurs facteurs concourent à l'exacerbation de l'insécurité en RDC en général et dans la province du Nord Kivu en particulier. Certains de ces facteurs relèvent du domaine politique et sont la résultante naturelle d'une gouvernance inefficace qui s'est installée depuis des décennies. D'autres sont plutôt culturels, c'est-à-dire qu'ils sont le reflet d'une certaine vision du monde des communautés ethniques de cette région et des relations qu'elles entretiennent, relations qui dépendent en grande partie de la manière dont le politique les gère. D'autres facteurs à la base de l'insécurité sont d'ordre économique et vont du simple larcin à la criminalité à grande échelle pratiquée par les bandes armées et/ ou les tenants du pouvoir.

### *1.1. Les facteurs politiques*

Dans un Etat en faillite comme l'est la RDC, l'Etat lui-même devient un facteur d'insécurité. En effet, lorsque cet Etat est dans l'incapacité de faire face à ses obligations régaliennes, notamment en matière de « monopole de la violence », la voie est ouverte à tous les dérapages possibles. Pour s'assurer ce monopole, l'Etat doit prendre correctement en charge l'Armée, la Police et les Services de sécurité en leur assurant des soldes décentes, des conditions de vie dignes pour leurs familles et pour eux-mêmes et de bonnes conditions de travail. Si le minimum de ces conditions n'est pas garanti, les forces de l'ordre se muent en forces de désordre, les services de sécurité se métamorphosent en services d'insécurité et la violence s'installe partout, dans les maisons, sur les collines et sur les routes...

L'institutionnalisation de la **corruption** ainsi que l'**impunité** érigée en système sont à la base de la pérennisation de l'insécurité dans le sens où les coupables

d'actes répréhensibles sont très rarement punis. **Le système judiciaire** étant tout autant paupérisé que le reste de l'Administration Publique, ses agents sont très vulnérables et ne constituent donc pas un rempart contre la criminalité. La faillite de l'autorité étatique est également à la base de la consolidation politico-administrative et socio-économique des FDLR, UDF-NALU et autres forces négatives étrangères.

Au niveau local, **le dénigrement** des populations de la province par les autorités centrales (Kinshasa) est patent surtout lorsqu'il s'agit de trouver des solutions aux problèmes sécuritaires locaux. Ainsi, les institutions localement établies n'ont pas été associées aux négociations ayant donné naissance au principe de mixage entre les FARDC et les insurgés.

Au niveau sous-régional, l'on ne peut ignorer l'effet de contagion de l'insécurité : les conflits dans les pays de la sous-région occasionnent l'afflux des groupes armés étrangers sur notre territoire, notamment Ougandais et Rwandais pour ce qui est du Nord Kivu.

### *1.2. Les facteurs culturels*

Comme dit plus haut, l'intolérance interethnique et l'exclusion sont à la base de ce qu'il convient d'appeler « l'insécurité de groupe ». En effet, des communautés ethniques entières sont régulièrement mises au ban de la société provinciale sans que cela n'émeuve outre mesure l'autorité étatique qui a depuis longtemps montré ses limites dans la gestion et la sécurisation de ses populations. Au contraire certains politiciens se sont saisis des oppositions interethniques comme des programmes politiques ou des projets de société.

Dans une sorte de stigmatisation collective caractéristique de cette province, la tendance générale est d'imputer les crimes et les fautes aux groupes socio-culturels et non aux individus, faisant ainsi un amalgame facile qui justifie des préjugés meurtriers.

Cela conduit tout naturellement à la désintégration de la communauté provinciale et à la lecture ethnique des intérêts et des événements sur fond de relations basées sur l'hypocrisie et la peur savamment entretenues par les leaders communautaires et les acteurs politiques.

### *1.3. Les facteurs économiques*

La **paupérisation** d'une immense majorité de la population congolaise par une gouvernance criminelle est à la base de plusieurs formes d'insécurité. Les militaires mal payés ou dont les soldes sont impunément détournées par des officiers véreux se retournent contre les civils qu'ils rançonnent, volent, pillent ou tuent, alors qu'ils sont logés à la même enseigne. Les fonctionnaires de l'Administration publique et les agents du système judiciaire, abandonnés par leur employeur- l'Etat- monnayent leurs services au plus offrant.

Les démobilisés des groupes armés ne bénéficient pas de mesures adéquates d'accompagnement et n'ont d'autres options que soit rejoindre leurs unités de départ, soit insécuriser les populations civiles pour survivre.

## **2. Imaginer des pistes de solution**

### *2.1. Au niveau politique*

La mise en place des institutions démocratiquement élues constituent une opportunité, un levier qui pourrait aider à trouver des solutions aux défis sécuritaires actuels. Certes, certains relèvent plutôt de la gouvernance au niveau de l'Etat central qui doit commencer par se saborder avant de se refonder en tant qu'Etat, avec des animateurs en rupture avec les vieilles recettes de gabegie, détournements, opacité de gestion, etc.

L'Etat doit tout particulièrement prendre à bras le corps, et de façon prioritaire, le problème de la formation d'une armée réellement républicaine et disciplinée, qui ne serait pas la simple juxtaposition des groupes épars qui ne partagent ni la vision ni les stratégies.

Mais d'autres facteurs relèvent de la gouvernance provinciale dont le premier défi sera de s'approprier ses prérogatives constitutionnelles. La décentralisation en cours doit se traduire dans les faits. L'assemblée provinciale est ainsi appelée à jouer un rôle important, notamment en interpellant tous les services laxistes en matière de sécurité (armée, police, gouvernement provincial...).

De même, elle pourrait exiger la déclaration des avoirs et leur provenance auprès des autorités politiques, militaires et administratives en vue de limiter les cas de corruption et d'enrichissement suspect.

En vue de permettre aux militaires, aux policiers et aux autres agents du secteur de l'administration publique de toucher leurs paies intégralement, un lobbying sera fait pour que le paiement se fasse par la voie bancaire.

Dans le souci d'assurer la cohésion au sein des forces armées nationales en pleine formation, un espace de rapprochement et d'échanges sincères doit être mis en place entre les chefs des groupes armés nationaux appelés à travailler en symbiose pour la sécurité des personnes et des biens.

Au niveau régional, la perspective de la relance de la CEPGL (Communauté économique des pays des Grands lacs) est un signe positif à encourager pour la réponse aux questions sécuritaires régionales.

## *2.2. Au niveau culturel*

L'action prioritaire sera de sensibiliser les communautés à l'acceptation mutuelle. Ce travail doit se faire dans le cadre d'un dialogue intercommunautaire sincère et en dehors de toutes les manipulations politiciennes, pour permettre à nos compatriotes réfugiés dans les camps au Rwanda et en Ouganda de regagner leur province d'origine. Cette acceptation culturelle se traduirait également par l'intégration politique des groupes exclus de l'exercice du pouvoir par les urnes, en érigeant la cooptation en principe.

## *2.3. Au niveau économique*

La RDC est riche, mais les Congolais sont pauvres ; de même que le Nord Kivu est pauvre malgré les grandes richesses de son terroir. Si l'on parvient à casser cette incongruité, l'on pourra réduire l'insécurité. Mais ce n'est pas si simple, d'autant que la pauvreté et l'insécurité sont tellement associées qu'on ne sait plus si c'est la pauvreté qui entraîne l'insécurité ou l'inverse !

S'agissant de la pauvreté des militaires, des policiers et autres agents de l'administration publique, elle a ses causes dans la mauvaise gouvernance et ne peut trouver sa solution que par une meilleure gouvernance. L'Etat doit être en mesure de générer des richesses et de les répartir de telle manière que le salaire soit assez sécurisant pour le travailleur lui-même et sa famille.

Quant à la pauvreté du reste de la population, elle ne pourrait se réduire que dans les mêmes proportions que l'insécurité. Au niveau provincial, il est impératif de mener des actions qui assurent davantage de sécurité pour que les activités agro-pastorales, les échanges commerciaux entre les villes et les villages et les investissements reprennent.

## Conclusion

En définitive, poser la question de la sécurité au Nord Kivu, c'est poser la question de la gouvernance sous toutes ses formes et la réponse ne peut être que globale. En effet, l'analyse des causes et les perspectives des solutions doivent prendre en compte toutes les facettes de cette problématique, même et surtout les facettes cachées et celles que personne ne veut afficher. La question du monopole de la violence, par exemple, se pose de façon particulière au Nord Kivu, mais personne ne l'évoque ouvertement. Les institutions provinciales issues des urnes, à savoir le Gouvernement et l'Assemblée, ont été délibérément mises à l'écart lors des négociations entre les insurgés et les FARDC, et le nouvel ordre militaire mis en place échappe complètement ou presque à l'autorité politique civile, ce qui place cette dernière elle-même « en insécurité ». D'où la nécessité de ménager des couloirs de dialogue et des relations de confiance à ce niveau aussi et Pole Institute s'emploiera à créer des passerelles de fréquentation et de dialogue entre tous ces acteurs. La cohésion sociale en province est à ce prix.

De façon plus spécifique, les points suivants doivent attirer l'attention de tous ceux qui sont impliqués dans la recherche de la sécurité au Nord Kivu.

- 1. La présence des FDLR et autres forces négatives étrangères demeure une épine dans le pied de notre province en matière de sécurité. Il s'agit d'une question complexe, qui exige beaucoup de temps et l'implication de tout le monde, les autorités locales, les communautés de la province et la Communauté internationale. Celle-ci doit notamment s'impliquer plus énergiquement étant donné le rôle qu'elle a joué dans l'installation chaotique des réfugiés rwandais en RDC en 1994. Pole Institute continuera la réflexion et le lobbying avec les partenaires en vue de dégager des solutions concrètes et réalistes à cette problématique.*
- 2. Le mixage continue à susciter des questions du fait principalement du déficit d'information qui a entouré et entoure encore ce processus. Toutefois, l'on ne peut pas lier le mixage et l'insécurité dans cette province du Nord Kivu, étant donné que l'insécurité a existé bien avant le mixage et pourrait, hélas, lui survivre. Quant à l'opposition « mixage-brassage » qui anime certains débats, il faut l'analyser dans le sens des résultats et des lacunes inhérentes à chaque procédé. Le danger serait de tomber dans une sorte de culte des concepts au lieu d'analyser froidement le contenu de ces derniers. Quoi qu'il en soit, l'on ne bâtira pas une armée nationale par la simple juxtaposition des unités ou le mélange des individus ; l'armée se construit sur la durée, avec des personnes*

*disciplinées ayant une idéologie nationale et des valeurs communes autour desquelles elles se reconnaissent.*

- 3. Les institutions publiques qui ont la charge spécifique du maintien de la sécurité doivent être interpellées pour qu'elles assument leurs responsabilités et assurent leur rôle. L'armée et la police nationale ainsi que le système judiciaire doivent fonctionner de manière à ce que chaque citoyen de cette province jouisse de la sécurité. Un accent particulier doit être mis sur la lutte contre l'impunité qui s'est institutionnalisée. Les institutions issues des urnes, notamment l'Assemblée provinciale, doivent jouer pleinement leur rôle constitutionnel pour mettre un terme à l'impunité dont jouissent les détenteurs du pouvoir exécutif et des forces de l'ordre.*
- 4. L'hypocrisie, l'exclusion et l'intolérance entre les communautés de la province sont des facteurs à la base de l'insécurité de groupe ; un travail intense doit se faire pour bâtir une communauté provinciale diverse, dont les relations auront pour socle la confiance et la lutte pour les intérêts de tous.*

## **Annexes :**

### **1. La sécurité, clé de toute réussite**

*Par Jean-Pierre Lindiro Kabirigi  
Chercheur associé  
Pole Institute*

Dans un pays vivant en situation de paix, la police et l'armée sont généralement responsables du maintien de l'ordre public. Toutefois, il arrive que ces forces de sécurité deviennent responsables de l'insécurité. Ceci est particulièrement vrai en RDC où elles contribuent à semer l'insécurité et à favoriser la prolifération des armes de petit calibre et leur utilisation abusive. En plus, pour longtemps, elles ont agi en toute impunité, le système judiciaire s'avérant incapable de poursuivre les coupables et d'appliquer la loi en vigueur. Cette situation a été aggravée par les années de guerre qu'a vécu le pays toute la décennie passée. En outre, presque tous les pays voisins de la RDC ont connu une situation de guerres fratricides ces dernières années. Cela a eu des conséquences négatives sur la RDC. A cause de son caractère ventre mou de la région, elle a été forcée d'accueillir et d'abriter des forces étrangères sur son sol et de se voir imposer des guerres entre des belligérants étrangers.

L'absence d'un secteur viable et fiable de sécurité a ouvert la voie à des incertitudes de toutes sortes : la privatisation de la sécurité, la détention illégale des armes de guerre par la population civile.

La population a payé, et continue à payer un prix énorme durant des années : un nombre incalculable de pertes en vies humaines sans compter les blessés, les handicapés, les traumatisés ; déplacements massifs des populations à l'intérieur et à l'extérieur du pays ; disette et désespoir par rapport à l'avenir. L'ampleur de cette catastrophe humaine n'est d'ailleurs pas encore bien appréciée.

Pour illustrer ce qui précède, il ne se passe plus un seul jour sans qu'un habitant de Goma ne soit victime d'une attaque à main armée. Les morts ne se comptent plus, les blessés pullulent dans les hôpitaux et les centres de santé. Les citoyens ne savent plus à quel saint se vouer.

La peur règne sur la ville. A la tombée de la nuit, dans plusieurs quartiers les familles se barricadent avec une grande peur au ventre. Les bandits ont désormais champ libre pour réaliser leurs forfaits.

En milieu rural, les choses sont pires car les affrontements entre forces diverses, et souvent mal identifiées, sont devenus fréquents. En plusieurs endroits, la population est soit obligée de fuir en brousse, soit tenue en otage par les combattants. Parfois, elle ne trouve aucune autre issue que de venir gonfler la population urbaine.

Tous les secteurs de la vie sont fortement affectés. Comment parler d'une reprise socio-économique dans une situation pareille ? Comment oser parler d'un début d'expérience démocratique sans la sécurité ?

La sécurité constitue un défi majeur qu'il faut à tout prix relever, surtout à l'Est de la République. Jamais il ne sera possible de parler de bonne gouvernance, ni encore de développement avant de l'avoir fait. Ces trois éléments sont à la base de la stabilité et interagissent. On ne peut traiter l'un isolément et espérer le retour de la stabilité.

Dès lors, que faire ?

Plusieurs fora, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ont analysé la situation de la sécurité surtout à l'Est de la RDC. Des personnalités importantes à travers le monde ont évoqué cette question cruciale. Récemment, le Premier Ministre en a parlé dans les priorités contenues dans le programme de son gouvernement. Avant lui, le Secrétaire Général des Nations Unies en a fait mention en stigmatisant l'urgence d'œuvrer pour des réformes dans le secteur de la sécurité en RDC. Et pourtant, le pays héberge les plus importantes forces de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde.

Comme nous l'avons vu plus haut, l'absence d'un secteur viable de sécurité entraîne la privatisation de cette sécurité, ce qui peut favoriser la prolifération des armes de guerre dans la population civile. Dans de telles circonstances, une réforme profonde de ce secteur s'impose. L'objectif global d'une telle réforme est de transformer ce secteur (police, armée, système judiciaire, etc.) pour qu'il soit efficace mais aussi et surtout soumis au contrôle des citoyens. Le but ultime étant l'assurance d'un niveau acceptable de sécurité dans l'ensemble de la société, quel que soit le statut social de ses membres ou leurs origines. Souvent dans pareilles circonstances, les autorités politiques et les riches (c'est du pareil au même) se dotent de moyens privés qui les protègent de l'insécurité et abandonnent à leur triste sort les infortunés citoyens.

Il y a, dès lors, lieu de nous questionner sérieusement en tant que membres de la société civile sur notre rôle dans cette réforme :

- Comment renforcer le contrôle civil et la surveillance du secteur de la sécurité ?
- Comment rétablir la confiance et une plus grande transparence entre institutions civiles et militaires ?
- Quel contrôle la communauté peu-elle exercer sur les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration ?
- Quel apport faire à la création et au renforcement de l'Etat de droit et l'établissement des cadres législatifs solides pour que le système réponde mieux aux besoins du public ?
- Enfin, quelle lutte continuer à mener pour que le système judiciaire devienne réellement indépendant afin que la population ne se fasse plus justice par des moyens informels et souvent nocifs ?

*Goma, le 7 mars 07*

## **2. Insécurité au Nord Kivu : entre fausses certitudes et vrais défis**

*Par Onesphore Sematumba*

*De Pole Institute*

*« La peur règne sur la ville. A la tombée de la nuit, dans plusieurs quartiers les familles se barricadent avec une grande peur au ventre. Les bandits ont désormais champ libre pour réaliser leurs forfaits.*

*En milieu rural, les choses sont pires car les affrontements entre forces diverses, et souvent mal identifiées, sont devenus fréquents. En plusieurs endroits, la population est soit obligée de fuir en brousse, soit tenue en otage par les combattants. »*

Ces quelques lignes tirées du texte de notre collègue Jean-Pierre annexé à vos invitations ramasse en quelques phrases le drame auquel les populations du Nord Kivu sont confrontées depuis les années 90. Même si les années d'avant n'étaient pas une succession de jours sans heurts, c'est à partir de ces années-là que la peur s'est abattue sur la province, et que les populations devaient apprendre à vivre dans la précarité physique, en plus de la précarité matérielle à laquelle plusieurs années de mauvaise gouvernance les avaient déjà contraintes.

L'insécurité fait désormais partie de la vie quotidienne. Sur les grands axes routiers, entre Goma et Butembo, entre Rutshuru et Bunagana, le trafic se fait au péril de vies humaines. Les pillages, souvent accompagnés de meurtres, y sont signalés régulièrement. Il suffit d'allumer sa radio le matin pour suivre le chapelet de ces attaques et les lieux devenus des cauchemars pour les passagers : Burayi, Busendo, Rwindi, etc. Mais un axe est devenu particulièrement meurtrier ces jours : c'est l'axe Rutshuru-Ishasha. Les gros villages situés de part et d'autre de cette route sont en général déserts, alors qu'ils grouillaient naguère de vie. La peur règne sur les villages ! A Kiseguro, à Katwiguru, à Buramba, la terreur a chassé les villageois de leurs cases. Ils s'agglutinent dans des villages voisins ou dans les brousses environnantes pour tenter de se soustraire à la mort que leur distribuent avec une écoeurante facilité les forces en présence. Pour rappel, plusieurs civils y ont été sauvagement massacrés le samedi 10 mars 07. Comme toujours en pareille circonstance, la guerre des statistiques a commencé, comme si la mort d'un homme, même d'un seul homme, n'était pas une mort de trop.

La veille, à Jomba, le curé de la paroisse avait été attaqué à l'arme à feu dans sa résidence, en présence de ses confrères, par des hommes en uniforme qui venaient de partager son repas

Un peu plus au nord de la province, dans les territoires de Beni et de Lubero, l'on crie aux viols, aux rackets sur les routes et dans les villages.

Dans les villes, la situation n'est guère plus enviable. Le chef-lieu de la province, Goma, est devenu une sorte de zone de non-droit, où les gangsters de tous bords opèrent à leur guise. On vole et on tue dans les avenues et dans les habitations dès que la nuit tombe.

Dans tous les cas, le scénario est devenu le même :

1. L'acte d'insécurité est commis
2. Selon l'ampleur de l'acte ou la notoriété de la victime, certains services se mobilisent
3. Promesse est faite d'appréhender les coupables et de sanctionner
4. 1. Les coupables sont appréhendés, mais la sanction ne suit pas  
2. Ou, plus fréquemment, ni coupable ni sanction
5. La vie continue, l'insécurité aussi.

Alors que la RDC a opté de se départir de toutes les guerres et de tous les conflits pour livrer l'unique combat qui vaille la peine, celui du développement, notre province semble enlisée dans une insécurité difficile à maîtriser. Les habitants du Nord Kivu, qui avaient émis un vote « pour la sécurité », sont de plus en plus désenchantés, car il ne va pas de la sécurité comme de la croissance : ce n'est pas à long terme, c'est maintenant et tout de suite qu'on la veut. Sans quoi, rien d'autre ne peut se faire.

Ma contribution de ce jour va porter sur les fausses certitudes qui bloquent une analyse froide de la problématique sécuritaire et les vrais défis qui attendent chacun d'entre nous si nous voulons sortir de cette ornière, avant de poser quelques questionnements quant à l'avenir.

## **1. Fausses certitudes**

Rien n'est plus nuisible à la réflexion en général, et à l'analyse en particulier, que les fausses certitudes. Celles-ci, souvent simplistes, nous épargnent des rigueurs de la recherche tout en nous confortant dans l'illusion de savoir. Ceci fonctionne d'autant plus facilement que le sujet est perçu comme difficile ou dangereux, comme c'est le cas pour la sécurité dont nous traitons ici.

### *1.1. Le tabou sécuritaire ou le mythe du secret*

Depuis la dictature de Mobutu, une certaine culture d'opacité entoure le domaine de la sécurité en RDC.

Les agents en charge de ce domaine, qu'ils soient militaires, policiers ou civils, ont toujours été enveloppés d'une toile de mystère, et tout fonctionne comme si

les populations - ou les civils, comme on les appelle dans ce monde de la sécurité- n'étaient pas assez mûres pour comprendre les réalités liées à leur propre protection. Tout en reconnaissant que certains domaines de haute sécurité nationale sont considérés comme relevant du secret d'Etat, nous considérons que les citoyens doivent être associés d'une façon ou d'une autre à la gestion de leur propre sécurité. C'est la seule façon de créer une relation de confiance entre les citoyens en uniforme militaire et ceux en tenue civile.

Prenons l'exemple des militaires déployés dans les artères de la ville de Goma et dans certaines avenues. L'autorité civile locale devrait être systématiquement informée de leur itinéraire et de leur nombre, pour éviter toute confusion en cas de vol ou d'autre acte d'incivisme commis dans le secteur.

Nous sommes tous témoins de tous les commentaires allant dans tous les sens autour de l'opération de mixage en cours dans la province du Nord Kivu. Apparemment, la communication sur le sujet a été réduite au minimum, et la rumeur s'est installée. Informer, communiquer, ce n'est pas consulter : les militaires ont certes le pouvoir de trouver des réponses militaires à des questions militaires, mais un mécanisme devrait être mis en place pour que les bénéficiaires supposés de ces processus, à savoir les civils, soient mis au courant de ce qui se passe.

La matière même de la sécurité est considérée comme réservée aux seuls initiés. Nous nous rappelons encore des années de plomb sous Mobutu où l'on pouvait se faire arrêter pour avoir été surpris en parlant « politique ». Ce réflexe est demeuré dans certains esprits, au point que, paralysés par la peur de « se mêler de ce qui ne les regarde pas », ils n'osent pas poser des questions ni réclamer en cas de nécessité. Comment, dès lors, associer le citoyen à la recherche de la sécurité, s'il est pétrifié par la vue de l'uniforme et par le sujet lui-même ?

### *1.2. Une affaire des autres*

Une autre fausse certitude, qui procède de celle qui précède, consiste à croire que la sécurité, « ma » sécurité, est l'affaire des autres. En quelque sorte, la personne démissionne complètement de son rôle en tant qu'acteur de son propre destin, et s'en remet aux forces censées le protéger. Cela est commode dans un système étatique où le pouvoir investit suffisamment dans le domaine de la sécurité, ce qui donne à la personne cette quiétude qui lui permet de vaquer à d'autres préoccupations, quitte à ce qu'il soit mis au courant de ce qui se passe dans sa cité.

Mais tel n'est malheureusement le cas dans notre pays, où les forces commises à la sécurité des personnes ne bénéficient pas de l'encadrement matériel, financier

et moral suffisant. Les agents de sécurité, les militaires tout comme les policiers, sont du coup réduits à des conditions qui réduisent leur capacité d'assurer leur travail correctement et se retournent contre ceux qu'ils étaient censés protéger. Ainsi les militaires et les policiers sont impliqués dans la plupart des cas de vol et de meurtres dans notre province. A Jomba, à Buramba, à Kinyandonyi et ailleurs, de fortes présomptions pèsent sur des éléments de l'armée régulière. Comment peut-on raisonnablement continuer à placer son avenir entre des mains si peu rassurantes ? Comment bâtir une relation de confiance entre les communautés civiles et les hommes qui ont failli à leur mission première de protection ?

Face à ce triste spectacle offert par les forces de sécurité nationale, les populations ont développé le réflexe de chercher la quiétude auprès d'autres forces, notamment les forces internationales. La Mission onusienne en RDC, la MONUC, est ainsi confrontée à un problème « identitaire ». Sa mission essentielle consistait à accompagner le pays dans la mise en place des institutions, en assurant une certaine cohabitation entre les forces politiques et militaires naguère belligérantes. Cependant, elle a suscité d'autres attentes, tant de la part des populations civiles que de celle de certains groupes en compétition pour le contrôle des espaces dans ce pays. Ainsi, la MONUC a dû intervenir dans la guerre de Sake en janvier de cette année, pour arrêter net la progression des insurgés qui marchaient sur Goma. Nous apprenons que des démarches sont maintenant en cours pour désengager les éléments de la brigade Bravo de Buramba et les remplacer par des éléments de la MONUC. A chaque fois que la situation se dégrade, la même question est sur toutes les lèvres : « Mais que fait la MONUC ? » Comme l'on doit s'y attendre, la MONUC ne répond pas toujours à ces attentes, parce que ce n'est pas dans sa mission, ou tout simplement, parce que ce ne sont pas les Indiens, les Pakistanais, les Sud-Africains... qui doivent plus s'impliquer dans le maintien de notre sécurité que nous-mêmes.

Il nous revient donc de sortir de cette torpeur et nous débarrasser de cette fausse certitude qu'il y a, quelque part, ceux qui s'occupent de nos problèmes, sans que nous soyons impliqués.

### *1.3. « L'enfer, c'est les autres »*

Lorsque le personnage de Sartre émet cette terrible sentence, il veut dire que c'est par l'autre que l'individu découvre l'enfer, qu'il prend conscience de son état pitoyable. Dans mon propos, j'en fais une interprétation littérale : au Nord Kivu, nous sommes toujours persuadés que ce sont les « autres » qui sont source de nos ennuis. En effet, si la sécurité relève essentiellement du domaine

politique, dans notre province elle revêt aussi un aspect culturel. Depuis quelques années, le jeu politique se fait sur fond d'oppositions ethniques et, de même que les partis s'allient pour créer des plateformes politiques, les communautés s'associent en des plateformes identitaires. La province semble renoncer à la beauté de sa mosaïque culturelle pour se complaire dans un binôme terrifiant mettant face à face « les uns » et « les autres », les uns « contre » les autres.

Mais il y a tellement de binômes que n'importe quel analyste s'y perdrait, surtout en matière de sécurité. Avec la bataille de Kanyabayonga en décembre 04, l'on a parlé des Rwandophones qui étaient opposés aux autres communautés ; dans les cas d'insécurité déplorés ces jours à Rutshuru, ce sont tantôt les Tutsi contre les Hutu, les Tutsi contre les autres, les « Mixés » contre les Interahamwe, etc. Il est certes vrai que ceux qui tuent, comme ceux qu'on tue, viennent de l'une ou l'autre communauté ethnique. Cela pourrait être une certitude ; elle devient fausse dès que nous croyons que des communautés entières sont à l'origine de l'insécurité d'autres communautés. Il nous faut peaufiner l'analyser, dresser le paysage de tous les acteurs, en vue de trouver des voies de sortie rationnelles. Quels sont les vrais défis auxquels nous sommes dès lors confrontés en tant qu'acteurs collectifs et individuels dans la quête de la sécurité au Nord Kivu ?

## **2. Vrais défis**

### *2.1. Analyser, c'est rechercher les causes*

Nous devons désormais adopter une attitude rationnelle et nous libérer de l'attitude confortable de celui pour qui tout est facile. Car le problème de l'insécurité au Nord Kivu est un véritable casse-tête, et bon nombre d'acteurs et de scénarii ont été mis en branle sans que nous ne voyions le bout du tunnel. La question fondamentale est sans nul doute celle-ci : POURQUOI ? Pourquoi, c'est-à-dire quelles sont les causes lointaines et immédiates qui sont à la base de cette insécurité endémique dans notre province ? Y a-t-il des facteurs « insécuritogènes » spécifiques au Nord Kivu ? Pourquoi la ville de Goma et le territoire de Rutshuru, pour ne citer que ces deux sites, sont-ils en train de devenir des Far West des temps modernes ? Répondre à ces questions, de façon rationnelle, constituerait un début intéressant dans la recherche d'une médication appropriée ; autrement, on agirait sur les symptômes, en laissant intacte la capacité de nuisance du microbe. Et ce travail, cette réflexion autour des causes, ne peut pas être laissé aux seuls professionnels de la sécurité ; chacun, à son niveau, doit y apporter sa contribution.

## *2.2. Nommer les acteurs et les victimes*

C'est ici qu'il nous faut nous secouer, sortir des certitudes factices pour dresser le paysage des acteurs de l'insécurité au Nord Kivu. Sans complaisance. Quelles sont les forces en présence dans les localités insécurisées ? Quels sont leurs modes opératoires, à quelle hiérarchie rendent-elles compte ? Qui dirige telle section, tel brigade et de qui relève-t-il ?

Quelles sont les victimes civiles de l'insécurité dans ces localités ? Nommer les victimes, c'est en quelque sorte leur rendre hommage, et montrer que ceux qui meurent ne sont pas des statistiques, mais des hommes, des femmes, des enfants dont le seul délit est de s'être retrouvés au croisement de tirs et des intérêts dont ils n'ont pas toujours conscience. Nommer les victimes, c'est signer une sorte de contrat avec elles, pour ne pas faire économie de leur mémoire. A Pole Institute, nous avons opté pour le principe que notre histoire collective ne peut pas être une histoire sélective, d'où nous extirperions les pages les plus sombres et conserver celles qui nous « arrangent ». De façon consciente ou inconsciente, nous sommes acteurs dans la dégradation de la sécurité ambiante ; nous pouvons aussi de façon consciente, assurer pour nous-mêmes et pour nos enfants un environnement plus serein. Cet engagement ne peut pas être du seul ressort des militaires et des policiers...

## *2.3. Tuer la peur*

Mais pour faire un tel engagement, nous devons tuer la peur, avant que la peur nous tue. Ce défi répond à la première fausse certitude, celle qui mythifie l'agent de sécurité et mystifie la sécurité elle-même. Mais comment tuer la peur si l'environnement politique ne permet pas un climat de détente et de responsabilisation des citoyens ? Comment tuer la peur lorsque la sécurité est gérée comme une chose dont on ne maîtrise pas les contours ? Comment tuer la peur, sans que ne se tissent des passerelles de dialogue entre tous les acteurs au maintien de la sécurité ? Comment tuer la peur, enfin, quand les systèmes régulateurs de la vie sociale, notamment le secteur de la Justice ne fonctionne pas ou fonctionne de manière perverse ? Nous savons tous que l'impunité, à tous les niveaux, est à la base de la plupart des maux qui rongent notre société, et que les commissions d'enquête aboutissent très rarement à des sanctions.

### 3. Construire l'avenir

#### 3.1. Les opportunités à saisir

Le contexte politique actuel en RDC en général et au Nord Kivu offre une gamme d'opportunités qui, bien exploitées, pourraient nous aider à sortir du chaos sécuritaire actuel et d'assurer une fondation solide pour la société de demain.

En effet, pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, les citoyens de ce pays ont élu démocratiquement le Président de la République et les députés au niveau national, ainsi que les députés provinciaux. Ces derniers ont à leur tour élu les sénateurs et les gouverneurs de province. D'autres scrutins sont attendus pour les élections locales. Cela constitue une véritable révolution dans ce pays, après les années de dictature et d'une des plus longues transitions politiques de l'Histoire. Notre province, le Nord Kivu, a envoyé des députés à la Chambre haute du Parlement, à la Chambre basse et compte 42 députés provinciaux. Ce sont nos amis, nos voisins, nos proches que nous avons mandatés, avec qui nous avons établi un pacte de confiance.

Ces élus ont obtenu le pouvoir des populations et ont ainsi conclu un contrat dont les termes de référence se résument en une phrase : défendre les intérêts des citoyens qui les ont mandatés, avec l'obligation de leur rendre compte.

Dans notre province du Nord Kivu longtemps meurtrie par les violences de toutes sortes, le vote et la sécurité ont été intimement associés. L'on a semé le vote avec l'espoir de récolter, le lendemain, la sécurité. Mais la récolte se fait trop attendre et, dans la province, la situation sécuritaire est devenue pire après les élections. Les regards des populations sont donc désormais tournés vers les élus, le Chef de l'Etat, les députés nationaux et provinciaux et le gouverneur de la province. Les populations sont frustrées et savent qu'elles peuvent sanctionner lors des prochaines échéances. Cela aussi, cette prise de conscience des populations qu'elles sont détentrices du pouvoir, c'est une révolution, et les élus devaient en tenir compte, pour ne pas subir le sort qui a été réservé aux mouvements rebelles lors des élections.

L'Assemblée provinciale du Nord Kivu a déjà constitué une Commission en charge de la Sécurité. Cette initiative est louable et les populations attendent d'elle de faire la différence, en faisant un travail de qualité. C'est une matière difficile comme entrée pour cette jeune institution mais c'est sur ce genre de défis que les grands hommes font preuve de leurs capacités. Comment accompagner cette Commission pour qu'elle ne soit pas une de plus ?

Les opportunités politiques sont réelles mais elles pourraient vite devenir des occasions manquées si les parties en présence ne jouaient pas pleinement leurs rôles respectifs. Les élus en se plaçant résolument dans le camp des populations et résistant aux peurs et aux ingérences de toutes sortes, les populations en maintenant une pression positive sur leurs élus pour un devoir des résultats.

### *3.2. Réformer ou bâtir ?*

Le Nord Kivu, à l'instar de l'ensemble du pays, souffre des maux qui concourent à la détérioration de la sécurité ou à l'aggravation de l'insécurité. Nous avons évoqué plus haut les mauvaises conditions de travail des militaires et des policiers. Avec des soldes dérisoires, sans véritables camps pour leur hébergement et celui de leurs dépendants, ils sont tentés de se rabattre sur les civils qui ne sont généralement pas mieux lotis qu'eux. Pour un téléphone portable de 30\$, un homme en uniforme n'hésite pas à faire feu sur un propriétaire qui résiste à le céder. Les armes en bandoulière, certains militaires sillonnent les champs de maïs et les bananeraies des paysans pour récolter là où ils n'ont pas semé. Il se pose également un problème de formation de nos forces de sécurité. A la faveur des rébellions et autres conflits armés qui ont caractérisé la RDC, l'armée est devenue un conglomérat d'hommes et de femmes qui n'ont en commun que l'uniforme. Parfois, certains d'entre eux sont passés des bandes armées aux FARDC, sans formation préalable, souvent avec des grades incompatibles avec leur véritable niveau. Comment les populations civiles se reconnaîtraient-elles dans ces forces dont les agissements ne diffèrent parfois pas de ceux des bandes armées ?

Nous avons également évoqué le dysfonctionnement ou la perversité du système judiciaire. Tout aussi mal encadrés par les pouvoirs publics, les professionnels de la Justice sont devenus les champions de l'injustice. N'ayant pas d'arme pour extorquer des fonds aux autres citoyens, ils monnaient leur verdict ou relâchent des criminels contre des pots-de-vin. Corruption et impunité font donc bon ménage et les victimes n'ont plus que leurs larmes pour pleurer.

### **Conclusion**

Le Nord Kivu est une province qui a d'énormes potentialités humaines, agricoles, naturelles et autres. Mais pour que ces potentialités deviennent des richesses, il faut que les conditions de sécurité soient optimales. Comment infléchir sur les pesanteurs qui tendent régulièrement à tirer vers le bas ? Nous entendons parfois dire que nous allons refonder l'Etat congolais, réformer le

système de sécurité. A mon avis la tâche est si hardie qu'il serait plus approprié de parler de bâtir l'Etat, de bâtir « une gouvernance pour la sécurité », avec tous et en faveur de tous. A Sun City, on a usé de pirouettes pour éviter de traiter de la question de l'armée nationale, alors que tout le monde était conscient que c'était là le nœud du problème. Pendant la transition post-Sun City, le gouvernement a initié le processus du brassage mais le problème de l'intégration de l'armée demeure entier. Tout fonctionne comme si cette patate chaude était gelée par les acteurs du moment en attendant de la passer aux acteurs suivants.

Il en va de même mutatis mutandis du problème de l'insécurité au Nord Kivu. A la différence que, les acteurs que nous sommes aujourd'hui n'ont pas le loisir d'avoir de prochains à qui refiler la patate chaude. Il nous revient à nous et à personne d'autre, d'imaginer des solutions durables.

*Goma, 20 mars 07*

### **3. La sécurité, base du décollage économique et du développement au Nord-Kivu.**

*Par Léon Bariyanga Rutuye,  
Président de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu*

Le jeudi 15 mars 2007, à la séance inaugurale de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu, m'adressant aux honorables députés provinciaux et parlant de l'insécurité qui déchire notre province, j'avais dit qu'aucune initiative heureuse ne peut être entreprise, même si elle est conçue sagement et de bonne foi. Dans une région troublée, parler du développement devient une notion abstraite car difficile à comprendre. Je suis donc particulièrement heureux du choix du thème de ce matin, car il rime avec l'une des préoccupations majeures de notre Assemblée provinciale.

Nous pouvons résumer les causes de l'insécurité en quelques mots. Parlant des causes, nous n'allons pas remonter à l'Histoire biblique où, après la création, des frères, Caïn et Abel, se sont entretués. Dans notre province, il y a eu des bandits qui ont existé. Il y a eu des sorciers, des braconniers, tous ces gens ont été à la base de l'insécurité à un moment ou à un autre. Mais, le degré de cruauté n'avait pas encore atteint le niveau d'aujourd'hui qui est le point culminant. Quelle est la source de cette insécurité grandissante dans notre province ? Si nous remontons aux années 90, surtout entre 1990 et 1993, c'est avec la création du mouvement "Ingilima" que l'insécurité a commencé à rayonner à travers la province. Certaines populations ont été chassées de leur milieu habituel, chassées peut-être parce qu'elles ne parlaient pas la même langue que les populations avec lesquelles elles avaient pourtant cohabité. Tout cela est peut-être parti des machinations des politiciens. C'est le cas dans le territoire de Lubero où les jeunes qui parlaient le Kinyarwanda ont été chassés. Cette situation va s'aggraver avec l'arrivée massive des réfugiés rwandais en 1994. La porte était ouverte et on a fait entrer toute une armée d'un pays qui a cohabité avec nos populations et, bien entendu, les bandits en ont profité pour s'armer.

Pour sauvegarder notre population, le pouvoir local avait pensé à la création des « auto défense » populaires. La politique de l'auto-prise en charge en matière de sécurité a été mise sur pied. Malheureusement avec la formation des "Nyumba Kumi", leur armement, il y a eu des débordements. Tous ceux qui étaient entrés dans ces groupes de défense n'avaient pas tous la même vision que ceux qui avaient conçu ce groupe. La conception originale était que les gens se prennent en charge pour lutter contre l'insécurité grandissante mais certains éléments d'autodéfense se sont postés sur la route pour chercher à s'enrichir le

plus rapidement possible. Au vu de cela, et quand la population a réclamé à haute voix, qu'elle a dénoncé ces cas d'insécurité causés par ces éléments d'autodéfense, l'autorité a décidé de transformer les unités d'autodéfense en unités de développement. Malheureusement, on n'a pas pensé aussi à un encadrement efficace. Je pense ici à des situations comme trouver un terrain où regrouper ces gens pour leur apprendre l'agriculture par exemple, ou l'élevage.

A ce tableau sombre des éléments armés qui ont proliféré dans notre province, vous savez qu'en 1996, avec l'entrée de l'AFDL, il y a eu recrutement de Kadogos. La communauté internationale s'étant opposée à l'enrôlement des enfants soldats, le processus de la démobilisation a commencé. Mais, entre-temps, les Kadogos n'étaient pas restés Kadogos. Certains avaient grandi. Et comme l'encadrement des militaires n'était pas bien fait, certains ont commencé à se faire démobiliser malgré les grades qu'ils avaient déjà obtenus. La démobilisation n'a pas non plus été suivie par un bon encadrement. Ici nous pensons que si on avait amené les démobilisés au centre de Kanyama Kasese comme l'avait initié Mzee Laurent Désiré Kabila en faveur des jeunes, au lieu de leur remettre des kits, ils seraient mieux intégrés. Dernièrement, à l'Hôtel Ihusi, on avait donné des filets de pêche et des pirogues alors que nous sommes en train de chercher une solution à la pêche illicite dans le lac Edouard – il n'est pas dit que l'esprit militaire est déjà effacé complètement de leur tête. Qu'est-ce qui dit que ceux-là ne vont pas continuer à pêcher dans les frayères ? On leur donne un filet et c'est tout. Quand ce filet sera usé, si la pêche n'a pas été intéressante, vous imaginez que cet homme qui est à Vutshumbi et qui voit un hippopotame à côté ne va pas se gêner pour transformer son activité de pêche en braconnage. Il sait manier l'arme et sait comment la trouver.

Nous ne pouvons pas oublier les déserteurs parmi ces sources d'insécurité. Ils sont de plusieurs ordres. D'abord, si nous commençons par le cas de la cinquième brigade intégrée et brassée qui avait été déplacée de cette province vers Kamina, elle est restée pendant longtemps à l'aéroport, abandonnée à elle-même avec femmes et enfants. Ceux qui ont eu l'occasion de s'échapper, il est possible qu'ils aient rejoint les forces négatives que nous avons dans notre province. Il n'est donc pas exclu que, parmi les coupeurs de route nous trouvions certains éléments de l'armée régulière notamment la cinquième brigade.

S'il faut envisager des solutions pour mettre fin à l'insécurité, nous pouvons nous référer aux différentes conclusions – résolutions des conférences internationales organisées pour chercher la paix dans ce pays notamment les résolutions prises à Sun City. Dans le domaine militaire, il était prévu qu'on

arrive à l'intégration militaire, chose qui n'est pas encore faite. On a commencé par le brassage qui n'est pas encore arrivé à sa fin. Tous les moyens sont bons si ces moyens sont utilisés pour procurer la paix à notre population. Et là, nous parlons du mixage. Si la finalité est d'amener la paix dans la province du Nord Kivu, c'est une bonne chose. Mais il faut que cette opération ne soit pas l'affaire des militaires seulement. Il faut que la population soit associée ne fût-ce que par l'information qui doit être fournie à temps. Au lieu d'attendre qu'il y ait dérapage pour venir expliquer comment le mixage a commencé. Après tout, que ça s'appelle mixage ou brassage, l'essentiel est que le peuple ait la paix.

Toujours pour mettre fin à l'insécurité, quels résultats allons-nous attendre en rapport avec les élections ? L'Assemblée provinciale vient de proposer au Président de la Commission Electorale Indépendante que, de la même manière dont il a organisé l'enrôlement des électeurs, qu'il pense à organiser l'identification des militaires. Dès qu'on aura connu le nombre de militaires que nous avons, il sera facile de les encadrer. La deuxième chose est de penser à l'aménagement des sites pour l'hébergement des militaires. Il est impensable que les militaires, avec leurs familles, cohabitent avec les civils dans les quartiers. Même si vous êtes un commandant brave, comment allez-vous contrôler les mouvements des militaires éparpillés à travers la ville ? Il faut donc qu'on arrive à cantonner les militaires dans les casernes. L'argent utilisé pour faire la guerre peut servir pour réfectionner les camps militaires existants et en construire d'autres si le nombre de militaires augmente.

Une fois les militaires cantonnés dans les casernes, c'est le moment de penser comment les utiliser. En temps de paix, doivent-ils passer leurs journées assis ? Qu'on pense à organiser des métiers dans les casernes. Qu'on apprenne du passé. A une certaine époque, les meilleurs menuisiers se recrutaient dans les camps militaires. Les meilleurs cordonniers aussi ! Mais aujourd'hui, les meilleurs vendeurs de boissons frelatées ou de drogue, c'est dans les casernes qu'il faut aller les chercher. Bien entendu le militaire n'est pas payé. Mais quand leur nombre est connu et qu'ils sont encadrés dans leurs casernes, ils ne seront pas tentés d'aller tendre des embuscades sur les routes.

Ceci s'applique un peu aussi aux démobilisés. Abandonnés à eux-mêmes et vivant dans de mauvaises conditions, même si le sort des militaires est amélioré, la situation sécuritaire ne suivra pas. Il est grand temps de penser à la création de centres d'encadrement de démobilisés pour qu'ils mènent des actions de développement.

Le problème de la sécurité dans notre province étant lié à d'autres facteurs externes, les solutions que nous avons tenté de proposer à cette auguste

assemblée ne concernent que les fils de ce pays enrôlés dans l'armée ou démobilisés. Mais nous avons aussi affaire à des forces étrangères. Tel est le cas des FDLR et des NALU. Pour ce cas, des politiques de négociation dans le cadre du bon voisinage pourraient être montées mais que cela soit l'affaire de tout le monde et non du gouvernement seul ou du système des Nations Unies. Nous, comme habitants du Nord Kivu qui avons des relations légendaires avec les voisins, pourquoi ne pourrions-nous pas profiter de cette situation géopolitique pour faire voir aux voisins qu'il est possible de conjuguer nos efforts pour mettre fin à ce système FDLR. Que ce soit les hommes d'Eglise, les hommes d'affaires, pourquoi ne mettraient-ils pas leur séjour à l'étranger à profit pour parler paix avec les amis? Les réfugiés d'hier, devenus aujourd'hui "Interahamwe" sont des Rwandais. Il faut donc qu'on trouve une solution concertée pour qu'ils retrouvent leur patrie. Etant donné qu'ils sont disséminés à travers les villages, les opérations militaires ont toujours donné - vous l'avez constaté - plus de victimes dans les populations congolaises que dans les rangs des milices pourchassées. Un dialogue franc peut déboucher sur une solution à ce problème.

Si les facteurs évoqués ci-haut entrent en ligne de compte et que le système FDLR est démantelé, le décollage économique de cette province ne prendra pas beaucoup de temps. L'expérience de la ville de Goma a convaincu tout le monde. Celui qui a vu cette ville pendant l'éruption volcanique de 2002, s'il revenait aujourd'hui, il verrait comment les maisons poussent comme des champignons.

Enfin, il ne faut pas sous-estimer l'impact de la pauvreté et de la misère des populations sur la situation sécuritaire. Imaginez que certains de nos jeunes disent avoir rejoint le mouvement "mayi mayi" pour manger de la viande. C'est peut-être culturel, mais, dans certaines familles, on mange de la viande une fois l'an. Le mayi mayi issu d'une telle famille, quand il entre dans une ferme, peut manger de la viande chaque jour. Et quand il revient à son village, il raconte à ceux qui sont restés comment lui mangeait de la viande chaque jour. Rien qu'à cause de cela, des jeunes gens abandonnent les activités champêtres pour le suivre au royaume de la viande.

Si les facteurs d'insécurité sont maîtrisés, une lueur d'espoir viendra de la mise en œuvre des conclusions contenues dans le document DSRP. Cela peut induire une création d'emplois telle que certains éléments qui sont dans les forces négatives iront chercher du travail et participer à la construction d'un Nord Kivu nouveau.

Ceci prouve à suffisance que, pour ramener la paix, la contribution de chacun est attendue. Nous ne pouvons pas nous contenter de braquer les yeux sur tel ou tel seulement. Même si il y a des acteurs principaux, le fait de se taire, de ne pas dénoncer le mal, est préjudiciable à nous tous.

*Goma, 20 mars 2007.*

#### **4. L'armée, fille aînée de la Nation.**

*Entretien de Monseigneur Patient Kanyamachumbi, chercheur indépendant, avec Prosper Hamuli – Biralali de Pole Institute réalisé pour l'émission "Echos de Goma et d'ailleurs ... Fissures" de Pole Institute.*

Ancien secrétaire de la Commission épiscopale nationale du Congo et vicaire honoraire du diocèse de Goma, Mgr Patient est actuellement préfet du Collège Mwanga de Goma.

**P :** *Monseigneur, je vous sens préoccupé par la sécurité en RDC !!!*

**K :** Moi comme tout le monde parce que la sécurité est essentielle pour tous.

**P :** *Le problème d'insécurité se pose ici en quels termes ?*

**K :** Le problème d'insécurité dans notre sous région n'est pas une idée abstraite. C'est un problème d'expériences vécues. Mais quelle est son origine et comment le résoudre ? S'il y a insécurité c'est qu'il y a incapacité à créer la paix, l'entente et la sécurité entre les citoyens. C'est donc d'abord un problème de la Nation et de l'autorité politique.

**P :** *On pourrait dire finalement que c'est nous qui sommes à la base de l'insécurité ?*

**K :** Pour autant que par « nous » vous entendez le Nord-Kivu, le Congo et la Nation congolaise, alors c'est oui. Ce n'est pas évident que nous parvenions toujours à diagnostiquer correctement le siège de nos maux. Discuter du brassage et du mixage, par exemple, c'est reconnaître que, derrière la tête, nous croyons qu'une armée peut se construire en mélangeant des soldats. Ceci réduit brassage et mixage à un simple problème de divergence sur la modalité. Il faut plutôt un projet de société et une stratégie de défense nationale d'où découle une méthode pour constituer une armée. Cela est-il clair dans les esprits de tous ? Ce n'est pas évident.

**P :** *C'est que le problème de fond serait plutôt de refonder la Nation congolaise !*

**K :** Refonder ou restaurer car ce qui sécurise dans le monde entier c'est une armée républicaine. Or, pourrions-nous dire, cette armée c'est la fille aînée de la

Nation, la fille de la République parce qu'il n'existe pas de véritable République sans armée nationale. La recherche de l'intérêt national ne paraît pas claire non plus. Si les bases d'une Nation ne sont pas claires dans la tête des dirigeants, il est difficile de prétendre donner la sécurité aux populations.

**P.** : *Cette armée, comme instrument, comment la voyez-vous du côté de ceux qui doivent l'organiser ?*

**K.** : Elle doit être l'émanation de la Nation. Elle doit d'abord cesser d'être une juxtaposition de plusieurs factions politiques ou militaires. Elle doit être l'émanation d'une Nation unie qui a le profil, non seulement de ses chefs politiques, mais aussi de ses chefs militaires et, si possible, qui doit essayer d'avoir une tradition politique et militaire.

**P.** : *Quand je vous entends parler de tradition, je vois déjà qu'il faut une voie et des personnes pour aller vers cela. A quelles personnes et à quelle voie pensez-vous ?*

**K.** : En fait je ne peux pas penser à des individus. Une armée, comme une Nation, doit naître d'un parti politique organisé, fort et expérimenté. C'est ce parti qui doit définir le cadre où s'exerce l'autorité et les moyens pour imposer la loi pour créer la sécurité et la paix.

**P.** : *Vous voyez ces éléments exister aujourd'hui dans notre pays ou ils sont encore à construire ?*

**K.** : Pour autant qu'au Congo il peut se constater une multitude de partis politiques et une multitude de factions militaires, je pense que ces éléments sont à construire. Mais, pour les construire, je suis convaincu que nous avons une chance extraordinaire parce que autour de nous, devant nous ou derrière nous dans l'Histoire, nous avons des exemples de peuples qui se sont trouvés dans des situations analogues mais qui ont créé des partis politiques fiables et des armées républicaines. Par conséquent, il serait intéressant d'aller à l'école d'autres peuples.

Dans le monde, nous ne sommes pas les premiers à connaître l'insécurité. Ceux qui ont connu l'insécurité avant nous et qui n'avaient pas d'armée fiable, qu'ont-ils fait pour s'en sortir ? Comment sont-ils devenus des puissances respectables ? Il nous suffit donc de jeter un regard critique autour de nous et dans l'Histoire du monde pour que, à notre tour, nous en venions à profiter de l'expérience des autres pour créer notre propre armée et garantir notre sécurité.

**P.** : *Avant de parler de ces gens d'ailleurs, je voudrais que nous parlions des Congolais d'abord. Vous avez eu la chance d'observer de près les Congolais des années 1960 et aujourd'hui ceux de 2000. Voyez-vous une avancée, un recul ou une stagnation par rapport à 1960 quant à la qualité des dirigeants de ce pays ?*

**K.** : Manifestement, en termes de capacités intellectuelles et techniques, les citoyens congolais d'aujourd'hui sont beaucoup plus en avant par rapport à ceux du temps où j'étais jeune. Je me souviens d'ailleurs que vers 1961, les chefs politiques d'alors étaient d'anciens clercs qui, certes, savaient bien taper à la

machine mais qui avaient appris peu de choses à l'école. Aujourd'hui le Congo dispose de technocrates en grand nombre. Le problème c'est la mauvaise volonté et parfois l'inexpérience. Quant à l'incompétence dans le chef des dirigeants du Congo, elle doit encore être démontrée. Ce n'est pas évident. Ce qui nous manque, c'est une organisation et une cohésion politiques pour parachever la formation de l'esprit de nos élites.

**P. :** *Puisque vous soutenez que nous devons nous inspirer d'ailleurs, ces élites qui possèdent les compétences auxquelles vous venez de faire allusion, de quoi ont-elles besoin, que doivent-elles aller puiser ailleurs ?*

**K. :** Je pourrais lancer cette comparaison que le cas des élites congolaises ressemblerait à la situation du corps humain. Celui de chacun d'entre nous est complet. Physiquement, il ne lui manque rien. Mais, pour qu'il soit un véritable corps humain, il lui faut un esprit humain. De même, pour les citoyens congolais, il y a nécessité d'une organisation en groupes socio-politiques formés non pas à base des origines ethniques ou de l'âge ni même des richesses possédées, mais plutôt fondés sur des projets de société pour le pays ou pour la province. Et si ces projets de société sont reconnus et acceptés par la Constitution, cela constituerait une base solide permettant la création d'un bon parti politique et d'une armée nationale. Dans ce sens, la phase actuelle est cruciale. Il est question de refonder l'Etat. Ce qui demande un certain temps et une attitude de détachement vis-à-vis de petites apparences.

**P. :** *Maintenant, comment recréer la confiance entre les populations, qui sont les victimes de l'insécurité et des agissements des dirigeants, avec cette classe d'élites que vous décrivez avec beaucoup d'optimisme ?*

**K. :** Lorsque les Congolais expriment la méfiance les uns envers les autres, c'est une manière pour ces populations d'exprimer un désarroi comme s'il s'agissait d'un peuple orphelin. En fait, entre citoyens on ne peut pas exiger un amour comme celui qui peut exister dans un couple entre un homme et une femme. La loi crée un cadre de convivialité entre les citoyens. C'est l'existence de lois républicaines justes qui indique les attitudes que chaque citoyen doit avoir vis-à-vis de son concitoyen. De là découle que les pratiques et les attitudes déviantes soient sanctionnées par la loi. On ne demande à personne d'avoir confiance aveuglément. Mais puisque les attitudes sont imposées, ceux qui ont une pratique contraire sont sanctionnés par la loi. Au vu de cela, l'impunité peut expliquer beaucoup de choses en R.D.Congo.

**P. :** *Vous venez de proposer une solution du côté politique et une piste de sortie d'ordre culturel, voyez-vous une lueur dans le domaine économique du côté des intérêts partagés ?*

**K. :** Une Constitution et des lois justes diminuent les inégalités entre citoyens parce que la jalousie est l'une des grandes sources de mésentente. Quand il y a

des citoyens trop riches à côté d'autres trop pauvres, manifestement la confiance et la convivialité deviennent impossibles.

**P.** : *Votre dernier message au peuple congolais en général et à celui du Nord Kivu, en particulier !!*

**K.** : Quand je me souviens d'une phrase que j'ai apprise autrefois chez des auteurs latins où ils disaient : «*tantae molis erat romanam condere gentem* (Enéïde, 1.33) », c'est-à-dire : *il était très difficile de fonder le peuple romain*, je peux dire qu'il ne faut pas se décourager. L'expérience que nous avons aujourd'hui est trop courte. Si nous continuons sur la bonne voie, nous arriverons vite et même très vite à résoudre nos problèmes.

*Goma, samedi, 21 avril 2007.*

Liste des participants à la journée du 20 mars 2007

N°	Nom et Postnom	Institution/ qualité	Contact
01	Léon Bariyanga Rutuye	Président de l'Assemblée provinciale	0998666255
02	Raphaël Katindi	Délégué du gouverneur de province	
03	Gilbert Kalinda Kahombo	Rapporteur de l'Assemblée provinciale	0998996300
04	Onesphore Sematumba	Pole Institute	0997252216
05	Kangele Mubawa Gaston	Acteur politique	0814514859
06	Jean Mikolo Sofia	Pole Institute	0812867197
07	Patient Semuswa	Directeur régional de l'OGEFREM	0997870088
08	Inspecteur Adjoint F. Kyabu	Police nationale congolaise	0994188578
09	Paulin Shetebo Kabulira - M.	Acteur politique	0814053040
10	Habimana Gabriel	Secrétaire académique de l'ULK	08304171
11	Jean Marie Katikati Muhongya	Consultant indépendant	0998624731
12	Primo - Pascal Rudahigwa	Pole Institute, journaliste	0997767663
13	Michel Mutabesha	Attaché de presse /Ass.provinciale	0997132586
14	Kimbere Kithaka	Politologue, UniGom	0998611698
15	Didier Kihemu	Notable	0997727025
16	Christophe Ndibeshe	Notable	0808537324
17	Batundi Ndasimwa Léon	Inspecteur d'enseignement	0997280629
18	Pauline Uwamariya	Baraza la Wazee	0998117429
19	Jean Muhire	Notable	0808309632
20	Denis Ntare Semadwinga	Notable	0808302505
21	François Gacaba	Député provincial	0813499293
22	Rosalie Zawadi	Journaliste, Radio Okapi	
23	Aloys Tegera	Pole Institute	0998605752
24	Jean-Pierre Kabirigi	Pole Institute	0815438598
25	Lt / IPJ Gaston Bakongo Wasso	Auditorat militaire	
26	Kubuya Muhangi	CRONGD NK	0998610651
27	Maria Lange	Chercheur	08546092
28	Prosper Hamuli	Pole Institute	0998674116
29	Mgr Daniel Kitsa	Evêché de Goma	0998398639
30	Mgr Patient Kanyamachumbi	Collège Mwanga	0808520591

Liste des participants à la journée du 21 avril 2007

<b>N°</b>	<b>Nom et postnom</b>	<b>Qualité / Institution</b>	<b>Contact</b>
1	Insp. adjoint Faustin Kyabu	Police nationale congolaise	0994188578
2	Dieudonné Malere	Agence nationale de Renseignement (ANR)	0815307230
3	Kimbere Kithaka	Politologue, chef de travaux à l'UNIGOM	0998611698
4	Didier Kihemu	Notable Tembo	0997727025
5	Capt Ndindya Bernard	FARDC	0999406808
6	Kakitsa Sibabindula	Pole Institute	0997715978
7	Batundi Ndasimwa Léon	Inspecteur d'enseignement	0997280629
8	Ernest Bashitsi	DGM	0994002364
9	Jeef Binankusu Masandi	Cellule provinciale d'appui à la pacification	0998816208
10	Charles Kalwaghe	Ministre prov. de l'Intérieur	0998605290
11	Pierre Kabanda	Ministre prov. du Plan	0813128863
12	Kubuya Muhangi	CRONGD/Nord Kivu	0998610651
13	Kanyamachumbi Patient	Collège Mwanga	0808520591
14	Denis Ntare Semadwinga	Notable Tutsi	0808302505
15	Brigitte Safi Ngezayo	Secteur privé	0813140722
16	Aloys Tegera	Pole Institute	0998605752
17	Onesphore Sematumba	Pole Institute	0997252216
18	François Gachaba	Député provincial	0813499293
19	Patient Semuswa	Directeur régional de l'OGEFREM	0997870088
20	Clovis Munihire Maheshe	Coordonnateur CPAP	0998849113
21	Léopold Rutinirwa	Pole Institute	0998677192
22	Jean Mikolo	Pole Institute	0812867197
23	Lt Mag Katsuva Faustin	Substitut de l'auditeur militaire	0997734496
24	Pauline Uwamariya	Déléguée du gouverneur de province	0998117429
25	Walter Mulumba Musilano	Chargé des programmes au Baraza	0994327618
26	Primo Pascal Rudahigwa	Pole Institute	0997767663
27	Prosper Hamuli	Pole Institute	0998674116

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.  
This page will not be added after purchasing Win2PDF.